

Année de la première occupation, ou si celle-ci n'est pas connue avec certitude, la deuxième année suivant l'année pendant laquelle l'adjudication a été approuvée par la Société flamande du Logement	Coefficient pour le calcul du coût actualisé de l'habitation
1967	2,7000
1968	2,7232
1969	2,6025
1970	2,4337
1971	2,3678
1972	2,2490
1973	2,0708
1974	1,6307
1975	1,5088
1976	1,4179
1977	1,3194
1978	1,2985
1979	1,2904
1980	1,2576
1981	1,2867
1982	1,3165
1983	1,2832
1984	1,2377
1985	1,1905
1986	1,2177
1987	1,1859
1988	1,1524
1989	1,1046
1990	1,0645
1991	1,0122
1992	0,9818
1993	0,9767
1994	0,9924
1995	1,0000

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1996.
Bruxelles, le 13 juin 1996.

L. PEETERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 1932

[C — 27499]

27 JUIN 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon régulant les modalités de contrôle de l'Inspection des Finances auprès du Centre régional d'Aide aux Communes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'Aide aux Communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 mars 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mai 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'Aide aux Communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne, est entré en vigueur le 23 mars 1995;

Considérant que son article 11 habilite le Gouvernement à organiser le contrôle administratif et budgétaire du Centre;

Considérant qu'il s'impose d'organiser sans retard ledit contrôle;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et du Ministre du Budget,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre :

1^o par le Ministre : le Ministre délégué par le Gouvernement wallon pour l'exercice de la tutelle des pouvoirs locaux;

2^o par le Ministre du Budget : le Ministre délégué par le Gouvernement qui a en charge le budget de la Région wallonne;

3^o par l'Inspecteur des Finances : l'Inspecteur des Finances visé à l'article 8, § 1er, 6^o, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'Aide aux Communes;

4^o par le Centre : le Centre régional d'Aide aux Communes;

5^o par le décret : le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'Aide aux Communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne.

Art. 2. L'Inspecteur des Finances suit la préparation et l'exécution du budget. Il signale au Ministre tout fait susceptible de modifier les programmes budgétaires ou d'en compromettre l'exécution.

L'Inspecteur des Finances contribue, en matière administrative, budgétaire et financière, à l'étude des mesures propres à réaliser des économies, à accroître les ressources et à améliorer l'organisation des services. Il adresse au Gouvernement ses suggestions à ce sujet.

Art. 3. L'Inspecteur des Finances exerce son contrôle sur pièces et sur place. Il peut assister, avec voix consultative, aux réunions de tous organes de direction ou de consultation. Il y est convoqué et reçoit préalablement communication de tous les documents ayant trait aux questions portées à l'ordre du jour de ces réunions.

Il accède à tous les dossiers et à toutes les archives de l'organisme et reçoit des services tous les renseignements qu'il demande.

Art. 4. L'Inspecteur des Finances ne peut ni participer à la direction ou à la gestion du Centre, ni donner d'ordres tendant à empêcher ou à suspendre une opération.

Art. 5. Sont soumises à l'avis de l'Inspecteur des Finances :

1^o les propositions ayant trait :

a) aux budgets;

b) aux transferts et aux dépassements des crédits limitatifs;

c) au cadre et au statut du personnel;

d) aux emprunts;

2^o en matière de dépenses, les propositions relatives :

a) aux projets et règlements comportant des dispositions dont l'application peut grever les budgets et organismes;

b) aux contrats et marchés pour travaux, fournitures et prestations de service de plus de 1 250 000 francs hors TVA qu'il est envisagé de conclure par adjudication ou appel d'offres.

Lorsqu'il est proposé de traiter de gré à gré ou lorsqu'il s'agit d'un décompte à un marché ou contrat en cours, la proposition est soumise à l'avis de l'Inspecteur des Finances dès que son montant est supérieur à 100 000 francs;

c) à l'octroi de subventions, d'allocations, d'indemnités ou de libéralités à l'exception de celles accordées en application de lois, de décrets, d'arrêtés ou de règlements qui en prévoient, de façon précise, les conditions d'octroi et le taux;

3^o en matière de recettes, les propositions relatives aux tarifs et autres conditions réglementaires;

4^o les montants ci-dessus peuvent être augmentés de commun accord entre le Ministre et le Ministre du Budget.

Art. 6. Lorsque le Ministre ne peut se rallier à l'avis de l'Inspecteur des Finances concernant une proposition visée à l'article 5, il saisit de la proposition le Ministre du Budget, qui, s'il ne peut donner son accord sur cette proposition, le soumet au Gouvernement.

Art. 7. Les observations de la Cour des comptes relatives au Centre sont régulièrement communiquées à l'Inspecteur des Finances. Les projets de réponse à ces observations sont soumis au Ministre avec leurs considérations éventuelles.

Art. 8. Les situations périodiques, les rapports et les comptes visés à l'article 13 du décret du 23 mars 1995 sont transmis à l'Inspecteur des Finances.

Celui-ci adresse aux Ministres intéressés ses considérations éventuelles au sujet de ces documents.

Art. 9. L'Inspecteur des Finances transmet au Ministre du Budget et, pour ce qui le concerne, au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, une copie des rapports qu'il adresse au Ministre.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 23 mars 1995.

Namur, le 27 juin 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 96 — 1932

[C - 27499]

**27. JUNI 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Regelung der Überwachungsmodalitäten der Finanzinspektion
bei dem regionalen Beihilfezentrum für die Gemeinden**

Aufgrund des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren;

Aufgrund des am 22. März 1996 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 31. Mai 1996 erteilten Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß das Dekret vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, am 23. März 1995 in Kraft getreten ist;

In der Erwägung, daß dessen Artikel 11 die Regierung befugt, die verwaltungstechnische und haushaltstechnische Überwachung des Zentrums zu organisieren;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Ministers des Haushalts,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Minister: der Minister, der von der Wallonischen Regierung mit der Aufsicht über die lokalen Behörden beauftragt wird;

2° Minister des Haushalts: Minister, der von der Wallonischen Regierung mit dem Haushalt der Wallonischen Region beauftragt wird;

3° Finanzinspektor: der in Artikel 8 § 1 6° des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden angeführte Finanzinspektor;

4° Zentrum: das regionale Beihilfezentrum für die Gemeinden;

5° Dekret: das Dekret vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren.

Art. 2 - Der Finanzinspektor überwacht die Vorbereitung und die Ausführung des Haushalts. Er teilt dem Minister jeden Sachverhalt mit, der in der Lage ist, die Haushaltsprogramme zu verändern oder deren Ausführung zu gefährden.

Der Finanzinspektor beteiligt sich auf verwaltungs-, haushalts-, und finanztechnischer Ebene an der Überprüfung der Maßnahmen, die zu Einsparungen führen können, die Mittel erhöhen können und die Organisation der Dienststellen verbessern können. Er übermittelt der Regierung seine diesbezüglichen Vorschläge.

Art. 3 - Der Finanzinspektor übt seine Überwachung auf der Grundlage von Schriftstücken sowie vor Ort aus. Er kann mit beratender Stimme an den Versammlungen aller Direktions- oder Beratungsorgane teilnehmen. Er wird zu diesen Sitzungen eingeladen und vorher werden ihm alle Schriftstücke übermittelt, die sich auf die Fragen beziehen, die auf der Tagesordnung der Sitzung stehen.

Er hat Zugang zu allen Akten und allen Archiven der Einrichtung und erhält von den Dienststellen alle beantragten Informationen.

Art. 4 - Der Finanzinspektor kann weder an der Leitung oder der Verwaltung des Zentrums teilnehmen, noch Anordnungen erteilen, die darauf abzielen, eine Handlung zu verhindern oder aufzuheben.

Art. 5 - Unterliegen dem Gutachten des Finanzinspektors:

1° die Vorschläge bezüglich:

a) der Haushalte;

b) der Übertragungen und Überschreitungen der einschränkenden Mittel;

c) des Personalstellenplans und -statuts;

d) der Darlehen;

2° im Ausgabenbereich, die Vorschläge bezüglich:

a) der Projekte und Regelungen, die Bestimmungen beinhalten, deren Anwendung den Haushalten und Einrichtungen schaden kann;

b) der Verträge und öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen von mehr als 1 250 000 BEF (ausschl. MwSt.), wenn der Vertragsabschluß durch Ausschreibung oder Angebotsaufruf geplant ist.

Wenn eine Verhandlung durch freihändige Vergabe geplant wird oder wenn es sich um eine Abrechnung in einem laufenden Vertrag oder Auftrag handelt, wird der Vorschlag dem Finanzinspektor zwecks Gutachten vorgelegt, wenn der Betrag 100 000 BEF übersteigt;

c) der Gewährung von Zuschüssen, Zulagen, Vergütungen oder Zuwendungen, mit Ausnahme jener, die in Anwendung von Gesetzen, Dekreten, Erlassen oder Regelungen gewährt werden und die deren Gewährungsbedingungen und Höhe genau festlegen;

3° im Einnahmenbereich, die Vorschläge bezüglich der Tarife und anderen bestimmungsmäßigen Bedingungen;

4° die vorangeführten Beträge können im beiderseitigen Einverständnis des Ministers und des Ministers des Haushalts erhöht werden.

Art. 6 - Wenn der Minister sich nicht mit dem Gutachten des Finanzinspektors bezüglich eines in Artikel 5 angeführten Vorschlags einverstanden zeigen kann, befaßt er den Minister des Haushalts mit dem Vorschlag, der - falls auch er sein Einverständnis nicht erteilen kann - sie der Regierung unterbreitet.

Art. 7 - Die Bemerkungen des Rechnungshofes bezüglich des Zentrums werden dem Finanzinspektor regelmäßig übermittelt. Die Erwidierungsentwürfe auf diese Bemerkungen werden dem Minister zusammen mit den ggf. angestellten Überlegungen unterbreitet.

Art. 8 - Die in Artikel 13 des Dekrets vom 23. März 1995 angeführten periodischen Sachlagen, Berichte und Konten werden dem Finanzinspektor übermittelt. Dieser übermittelt den betroffenen Ministern seine ggf. zu diesen Schriftstücken angestellten Überlegungen.

Art. 9 - Der Finanzinspektor übermittelt dem Minister des Haushalts und - in Fragen die ihn betreffen - dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, eine Abschrift der an den Minister übermittelten Berichte.

Art. 10 - Der vorliegende Erlaß wird am 23. März 1995 wirksam.
Namur, den 27. Juni 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 — 1932

[C - 27499]

27 JUNI 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de wijze waarop de Inspectie van Financiën controle houdt op het Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 maart 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 31 mei 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, op 23 maart 1995 in werking is getreden;

Overwegende dat de Regering, overeenkomstig artikel 11 van bovenvermeld decreet, gemachtigd is om de administratieve en begrotingscontrole van het Centrum te regelen;

Overwegende dat bovenbedoelde controle onmiddellijk geregeld moet worden;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en van de Minister van Begroting,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Minister" : de door de Waalse Regering met lokale besturen belaste Minister;

2° "Minister van Begroting" : de door de Regering met de begroting van het Waalse Gewest belaste Minister;

3° "Inspecteur van Financiën" : de Inspecteur van Financiën bedoeld in artikel 8, § 1, 6°, van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten;

4° "Centrum" : het Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten;

5° "decreet" : het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven.

Art. 2. De Inspecteur van Financiën houdt toezicht op de voorbereiding en de uitvoering van de begroting. Hij stelt de Minister in kennis van elk feit dat de budgettaire programma's kan wijzigen of hun uitvoering in gevaar kan brengen.

Wat de administratieve, budgettaire en financiële aangelegenheden betreft, werkt de Inspecteur van Financiën mee aan het onderzoek van de geschikte besparingsmaatregelen en van de maatregelen met het oog op een middelenvermeerdering en een betere organisatie van de diensten. Hij stuurt zijn suggesties daaromtrent aan de Regering.

Art. 3. De Inspecteur van Financiën houdt zijn toezicht op stukken en ter plaatse. Hij kan met raadgevende stem deelnemen aan de vergaderingen van alle bestuurs- of adviesorganen. Hij wordt ervoor opgeroepen en kan vooraf inzage nemen van alle documenten i.v.m. de agendapunten van die vergaderingen.

Hij kan kennis nemen van alle dossiers en archieven van de instelling en krijgt van de diensten alle inlichtingen die hij vraagt.

Art. 4. De Inspecteur van Financiën mag niet deel uitmaken van de directie of van het beheerscomité van het Centrum, noch bevelen geven die een verrichting zouden kunnen verhinderen of opschorten.

Art. 5. Aan het advies van de Inspecteur van Financiën worden onderworpen :

1° de voorstellen betreffende :

- a) de begrotingen;
- b) de overdrachten en overschrijdingen van de limitatieve kredieten;
- c) de personeelsformatie en het personeelsstatuut;
- d) de leningen;

2° inzake uitgaven, de voorstellen betreffende :

a) ontwerpen en reglementen die bepalingen bevatten waarvan de toepassing de begrotingen en de instellingen kan bezwaren;

b) contracten en opdrachten voor werken, leveringen en diensten van meer dan 1 250 000 frank, excl. B.T.W., die men bij aanbesteding of offerteaanvraag overweegt te sluiten.

In geval van een onderhandse opdracht of van een afrekening bij een lopende opdracht of contract is het advies van de Inspecteur van Financiën vereist voor bedragen van meer dan 100.000 frank;

c) de toekenning van toelagen, uitkeringen, vergoedingen of liberaliteiten, behalve die toegekend krachtens wetten, decreten, besluiten of reglementen die de toekenningsvoorwaarden en het bedrag ervan bepalen;

3° inzake ontvangsten, de voorstellen betreffende de tarieven en andere reglementaire voorwaarden;

4° de bovenvermelde bedragen kunnen verhoogd worden in onderlinge overeenstemming tussen de Minister en de Minister van Begroting.

Art. 6. Wanneer de Minister het advies van de Inspecteur van Financiën m.b.t. één van de in artikel 5 bedoelde voorstellen niet kan bijtreden, maakt hij het voorstel afhankelijk bij de Minister van Begroting die het aan de Regering voorlegt, als hij zijn akkoord daarover niet kan geven.

Art. 7. De opmerkingen van het Rekenhof betreffende het Centrum worden regelmatig aan de Inspecteur van Financiën meegedeeld. De ontwerpen van antwoord op die opmerkingen worden met eventuele beschouwingen aan de Minister voorgelegd.

Art. 8. De periodieke toestanden, rapporten en rekeningen bedoeld in artikel 13 van het decreet van 23 maart 1995 worden aan de Inspecteur van Financiën gestuurd.

De Inspecteur van Financiën stuurt zijn eventuele beschouwingen m.b.t. deze documenten aan de betrokken Ministers.

Art. 9. De Inspecteur van Financiën bezorgt de Minister van Begroting en, wat hem betreft, de Minister van Ambtenarenzaken, een afschrift van de rapporten die hij aan de Minister zendt.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 23 maart 1995.

Namen, 27 juni 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

F. 96 — 1933

[C — 27503]

25 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon visant à mettre en œuvre une politique spécifique en matière de transport par voies navigables dans le cadre de l'article 32.13 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, modifiée par le décret du 25 juin 1992, notamment l'article 32.13;

Vu l'approbation de la Commission européenne;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le plan wallon d'aides au transport par voies navigables produit ses effets le 1er janvier 1996 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1999, qu'il est, dès lors, impératif de prendre sans retard des mesures en vue de le mettre en œuvre;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre ces mesures afin que la batellerie wallonne s'adapte avec efficacité et avec la compétitivité requise à la libéralisation du marché au sein de l'Union européenne qui sera effective au 1er janvier 2000;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. L'entreprise du secteur des transports par voie navigable peut bénéficier annuellement d'une prime à l'investissement, ci-après dénommée "la prime", de 21 % du montant des investissements éligibles sans que cette prime annuelle par entreprise n'excède deux millions de FB.

Le seuil d'investissements éligibles doit s'élever au minimum à un million de FB.